

Les prises avec le gaullisme

au sectarisme du F.L.N. A les entendre il aurait dû venir à Paris, quelles que soient les conditions posées. L'engrenage des négociations entamées sur le terrain militaire aurait fatalement débordé sur le plan politique et en cas d'échec on s'en serait retourné les mains vides mais en ayant fait la démonstration de sa bonne volonté.

C'est oublier que les délégués du F.L.N. devaient venir à Paris sans aucune garantie politique, que le point de départ des discussions était la défaite de l'Armée de libération et les conditions de son désarmement. Que la venue à Paris causait irrémédiablement la démoralisation des combattants et la désagrégation des maquis. Ce n'est pas l'engrenage de la paix qui attendait les leaders F.L.N. à Paris, c'est l'engrenage de la défaite.

Aux critiques du F.L.N. qui ont tendance à accuser son sectarisme d'être responsable de la prolongation de la guerre il serait aisé de rappeler l'exemple du Viet-Nam. Ho-Chi-Minh était tout le contraire d'un sectaire. Il était un chaleureux partisan de l'Union Française disposé aux plus grandes concessions. Cela n'empêcha pas le déclenchement d'une guerre qui se prolongea durant huit ans.

La souplesse politique de Ho-Chi-Minh ne pouvait effacer la nature sociale du mouvement qu'il représentait. Une terminologie châtrée ne changera pas le caractère révolutionnaire du combat mené par la Résistance algérienne. Et les militaires ont raison à leur façon qui voient en elle le prolongement de la guerre du Viet-Nam, un des éléments de la subversion mondiale.

La lutte anti-impérialiste, telle que l'entendent les marxistes, ne consiste pas à se placer en dehors des camps, au-dessus de la bataille, en censeurs, en arbitres ou en conciliateurs. La révolution est indivisible. En Europe, en Amérique, en Asie, en Afrique elle constitue un tout qu'elle mène sous le drapeau de la lutte anti-impérialiste ou sous celui de la révolution prolétarienne.

La Révolution algérienne au tournant

La révolution algérienne arrive à un tournant. Elle est actuellement soumise à la pression conjointe de l'impérialisme français, de la bourgeoisie « bourguibiste » pro-occidentale de la Tunisie et même du Maroc, et des éléments pro-bourgeois à la Ferhat Abbas du F.L.N. D'autre part, la défaite subie par le mouvement prolétarien en France pèse également sur son évolution.

L'arrivée de De Gaulle au pouvoir, ses ouvertures, ses initiatives, ses promesses sur le plan colonial, ont incontestablement semé une certaine confusion dans les rangs algériens et renforcé l'aile « bourguibiste » de la direction actuelle de la Révolution algérienne. La nouvelle Constitution, avec les concessions qu'elle comporte à l'égard de l'Afrique noire et les promesses qu'elle contient d'une évolution à l'indépendance, l'exemple de la Guinée, ensuite le discours de Constantine, et enfin les mesures prises à l'égard des comités des ultras en Algérie, font miroiter à certains la possibilité d'une « solution négociée » en Algérie.

Bourguiba, qui vient de rompre avec éclat les derniers liens avec le Caire, épaulé — il ne faut pas en douter — par le roi du Maroc, mettra tous ses atouts sur la balance pour favoriser une solution de compromis du F.L.N. avec la France.

Ferhat Abbas, président du gouvernement provisoire algérien, s'est précipité pour faire à ce propos des déclarations d'une « souplesse diplomatique » au moins curieuse sinon fran-

chement scandaleuse, rejetant entre autre la responsabilité de l'action menée récemment en France par le F.L.N. sur sa Fédération dans la métropole. Quel étrange et rapide oubli de ses toutes récentes déclarations de « transporter la guerre en France! ». Ferhat Abbas cependant devrait se souvenir qu'il n'est pas l'habile diplomate d'un gouvernement quelconque, mais le membre de la direction d'une révolution en plein combat, dont l'admirable base plebienne de paysans pauvres et d'ouvriers a eu jusqu'ici 600.000 victimes de la barbare répression impérialiste. Quant aux louanges que Ferhat Abbas adresse à de Gaulle, elles rejoignent actuellement celles que Messali Hadj ne cesse de prodiguer au « noble », au « grand soldat », etc..., avec lequel il se voit déjà assis autour d'une Table ronde, en « interlocuteur valable » pour une « solution » en Algérie.

Mais quelle « solution négociée? ».

Il est certain qu'il n'existe actuellement aucune fraction importante de la bourgeoisie française qui envisage une indépendance tant soit peu réelle de l'Algérie, et que de Gaulle lui-même, à supposer qu'il puisse imposer sa volonté, n'est pas non plus pour une telle solution. Sa solution maxima serait une apparence d'auto-détermination algérienne dans le cadre de la Communauté française, l'Algérie restant effectivement contrôlée par la métropole. Ce contrôle étant nécessaire aussi bien pour les intérêts présents de la France en Algérie que pour la mainmise sur les richesses du Sahara et la garantie des investissements du Plan de Constantine.

La bourgeoisie française est trop engagée, trop intéressée en Algérie et au Sahara pour qu'elle puisse envisager une solution d'indépendance tant soit peu réelle. La politique de la bourgeoisie française est axée sur une intégration économique poussée de l'Algérie et du Sahara dans l'économie métropolitaine. Toute la ruse de De Gaulle sera employée pour promouvoir une aile « bourguibiste » parmi les « élites algériennes », se contentant d'une solution qui ne soit pas même l'indépendance formelle.

Les bourgeoisies tunisienne et marocaine, alléchées par l'odeur du pétrole du Sahara, ne rêvent que de coopération avec une Algérie « pacifiée » dans un front maghrébin pro-occidental, capable de contrecarrer l'influence de la R.A.U. nasseriste. Les perspectives de l'exploitation du Sahara jouent actuellement un rôle dominant aussi bien pour les plans algériens de la France que pour l'orientation extérieure de la Tunisie et du Maroc.

Que le capitalisme français ait besoin de la « paix » en Algérie pour faire fructifier le Sahara, condition d'autre part de tout plan d'investissements en Algérie, est évident. Car la continuation de la guerre ne compromet pas seulement les chances d'exploitation, mais par son fardeau économique elle rend également absolument irréalisable le plan de Constantine (qui exigerait un minimum de 400 milliards de francs de subvention annuelle par la métropole).

Il s'agit maintenant de savoir si une aile du F.L.N., elle-même alléchée par les perspectives d'une certaine association à l'administration et surtout au pillage de l'Algérie et du Sahara, n'entre pas dans la voie d'un compromis négocié, recherché par de Gaulle et ses alliés sur le plan maghrébin.

Cependant la Révolution algérienne est toujours forte sur le plan militaire et jouit d'une incontestable sympathie profonde parmi les masses arabes et coloniales du monde. Sa véritable faiblesse provient de l'orientation politique et de la structure de sa direction. Pour soutenir le moral de ses vaillants combattants et de la population algérienne qui, malgré des souffrances et des pertes inouïes, appuie de son mieux la lutte, il est maintenant plus qu'urgent de définir un audacieux programme social de la révolution, d'approfondir son sens social, d'ouvrir largement et clairement les perspectives de transformations sociales profondes qui accompagneront sa victoire sur l'impérialisme et les colons, à commencer par un minimum: *la terre aux paysans qui la travaillent; émancipation des femmes; industria-*